

Paris, le 2 novembre 2025

## Communiqué de presse

Samedi 1<sup>er</sup> novembre 2025, sept personnes ont été mises en examen dans le cadre d'une ouverture d'information judiciaire des chefs d'importation en bande organisée de stupéfiants, acquisition, détention, transport, offre ou cession de stupéfiants, blanchiment (concours à une opération de placement, dissimulation ou conversion du produit d'un trafic de produits stupéfiants et d'importation en bande organisée de produits stupéfiants), participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation de crimes et délits punis de 10 ans d'emprisonnement et détention d'arme ou munition de catégorie B.

Ces infractions font encourir une peine de 30 ans de réclusion criminelle.

Le parquet de Paris a requis le placement en détention provisoire des sept mis en cause ainsi déférés.

A l'issue de débats contradictoires, cinq mis en examen ont été placés en détention provisoire par le juge des libertés et de la détention, sur réquisitions conformes du parquet.

Un des mis en examen a sollicité un débat différé qui aura lieu dans les prochains jours et a été incarcéré provisoirement dans l'attente.

Une personne a été placée sous contrôle judiciaire.

Cette ouverture d'information judiciaire fait suite à la découverte le 27 octobre 2025 dans l'Essonne de près de deux tonnes de résine de cannabis, plus d'un kilogramme de cocaïne, des armes et munitions. Neuf personnes avaient été interpellées en flagrance par les fonctionnaires de police du 3<sup>ème</sup> district de police judiciaire.

La juridiction inter-régionale spécialisée (JIRS) de Paris s'est saisie le 29 octobre 2025 sur avis du parquet de Bobigny compte tenu des quantités saisies, du nombre de personnes impliquées et de la complexité des investigations à diligenter.

Celles-ci se poursuivent désormais sous la direction des juges d'instruction, avec pour objectifs d'établir les circonstances de la commission des faits et d'identifier l'ensemble des co-auteurs et complices.

**Laure BECCUAU,  
Procureure de la République**

Contact presse : 06 07 18 42 28  
[scom.parquet.tj-paris@justice.fr](mailto:scom.parquet.tj-paris@justice.fr)